

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Étienne

St Étienne, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PREBET ET FILS

14 rue Pierre Copel
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-026-055

Code AIOT : 0006103435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement PREBET ET FILS implanté 14 rue Pierre Copel 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREBET ET FILS
- 14 rue Pierre Copel 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement PREBET ET FILS effectue une activité de traitement de surface de métaux par immersion, à destination notamment du secteur aéronautique. Il est soumis au régime général de l'autorisation de par la rubrique ICPE n° 3260 (traitement de surface).

Pour cette activité de traitement de surface,

l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.

Par ailleurs, le site est également concerné par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (relatif à l'analyse

des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation) dit « arrêté PFAS ».

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des rejets aqueux industriels - fréquence	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.2.1.	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	immédiatement lors d'un rejet
5	Porter-à-connaissance évapoconcentrateur	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Constats hors point de contrôles

Concernant les eaux souterraines, l'impact au chrome et cyanures est confirmé en aval hydraulique, validant à priori la responsabilité du site. L'exploitant prévoit une troisième campagne de mesures le 11/02/2026.

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le volet des rejets aqueux, l'exploitant a rompu la surveillance réglementaire en invoquant un passage au « rejet zéro » techniquement instable. En dépit des alertes de la collectivité, les rejets via la STEP ont perduré sans contrôle par un organisme agréé. L'administration impose et réaffirme une surveillance par défaut systématique, dont l'annulation ne sera possible qu'en cas de preuve formelle du fonctionnement continu de l'évapoconcentrateur sur l'intégralité du trimestre. Bien qu'une autosurveillance interne soit transmise via GIDAF, elle ne remplace pas le contrôle de recalage réglementaire par un organisme agréé selon une fréquence trimestrielle, indispensable pour valider la conformité des effluents.

Par ailleurs, les campagnes PFAS réalisées fin 2024 sur les eaux pluviales n'ont révélé aucune concentration supérieure aux limites de quantifications selon les déclarations de l'exploitant.

L'inspection attend la transmission d'un porter-à-connaissance complet détaillant le fonctionnement de la cuve de récupération. A cette occasion le plan des réseaux de collecte est également à mettre à jour. Enfin, un bilan technique du fonctionnement et des pannes de l'évapoconcentrateur depuis 2023, ainsi qu'un calendrier ferme pour l'aboutissement du projet de suppression définitive des rejets.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>L'exploitant a complété en partie le schéma des réseaux et présente une version du 27/09/24. Désormais le schéma indique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux compteurs d'alimentation en eau potable,- trois disconnecteurs,- les points de rejet de récupération des eaux pluviales du côté du bâtiment de la société JTEKT; <p>Cependant, l'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none">- aucun compteur d'eau sortant n'est identifié,- la cuve de 5m³ sous le trottoir est présente mais son réseau associé n'est pas matérialisé : présence sur le terrain d'un caniveau-grille et de deux bouches munies d'une vanne d'obturation chacune. <p>L'exploitant ne sait pas expliquer le fonctionnement des 2 vannes qu'il identifie lors de la visite. Par ailleurs, il a transmis une procédure relative à l'utilisation de ce dispositif mais aucun porter-à-connaissance n'a été produit comme demandé précédemment par l'inspection.</p> <p>Un délai de 3 mois supplémentaires est accordé à l'exploitant pour régulariser sa situation au regard des constats indiqués dans ce présent point de contrôle.</p>
Demande 1 : L'exploitant complètera le plan comme indiqué dans le constat ci-dessus.
Demande 2 : l'exploitant transmettra, à l'unité interdépartementale (UiD) Loire - Haute-Loire, des éléments portant à connaissance la nouvelle cuve de récupération des eaux susceptibles d'être polluées. Ce document aura pour vocation de présenter : <ul style="list-style-type: none">• le plan mis à jour,• une explication du fonctionnement de l'obturation (avec les 2 vannes),• la procédure d'utilisation,• les modalités de formation et les personnes identifiées comme responsables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'il réalise un suivi d'autosurveillance interne à chaque bâchée qu'il estime à une fois par semaine.</p> <p>Le point a été fait sur la transmission des résultats d'autosurveillance. Pour 2024 et 2025, l'exploitant a régularisé ses déclarations en fonction de l'activité de l'évapoconcentrateur : aucun rejet (et donc aucune déclaration) n'est à déplorer sur les périodes de mars à juillet 2024 et d'octobre à décembre 2024.</p> <p>Concernant le dépassement de manganèse relevé en février 2025, l'anomalie est considérée comme résolue suite à l'ajustement du traitement (ajout de produit COS).</p> <p>Observation : L'exploitant doit désormais veiller à finaliser sans tarder les saisies pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 afin de mettre à jour son dossier.</p> <p>Pour les mois où l'évaporateur est en fonctionnement et qu'en conséquence, aucun rejet n'est effectué, l'exploitant doit tout de même effectuer une déclaration sous Gidaf en précisant l'absence de rejet (l'absence de déclaration ne permet pas à l'inspection d'avoir une vision claire de la situation).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux industriels - fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, REJETS INDUSTRIELS
Prescription contrôlée : Surveillance des eaux résiduaires industrielles Périodicité des mesures par un organisme tiers agréé : trimestrielle. Conformément au tableau figurant dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2019.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas réalisé la surveillance trimestrielle de ses rejets d'eaux résiduaires industrielles en 2024 et 2025 malgré les prescriptions en vigueur notamment dans l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2019. Compte tenu de l'indisponibilité récurrente de l'évapoconcentrateur, l'inspection considère que l'installation se trouve, par défaut, en configuration de rejet d'effluents industriels. L'exploitant justifie ce manquement par un « oubli » de réactivation des contrôles par un organisme agréé suite au dysfonctionnement de son évapoconcentrateur, lequel devait initialement permettre un fonctionnement en « rejet zéro ». Cependant, SEM a confirmé avoir alerté l'exploitant dès la fin de l'année 2024 sur l'obligation de rétablir cette surveillance en cas de défaillance du dispositif de rejet zéro. L'exploitant a maintenu ses rejets via la station de traitement (STEP) sans aucun contrôle analytique malgré plusieurs relances au début de l'année 2025. Bien que l'exploitant réalise une auto-surveillance interne, celle-ci ne peut se substituer aux contrôles obligatoires effectués par un organisme agréé, seuls garants de la fiabilité des résultats vis-à-vis de l'administration. Cette situation empêche l'exploitant de réaliser une inter-comparaison entre l'autosurveillance et les contrôles par organisme agréé, inter-comparaison indispensable pour s'assurer de la fiabilité de l'autosurveillance. En ignorant les avertissements répétés de la collectivité, l'exploitant a maintenu une organisation défaillante, ne permettant pas de garantir le respect des prescriptions environnementales en vigueur.
Demande 3 - régulariser immédiatement la surveillance réglementaire : L'exploitant doit mandater, sous 15 jours, un organisme agréé pour réaliser une campagne de mesures complète sur les rejets de la STEP, conformément aux paramètres et fréquences fixés par les arrêtés préfectoraux du 6/12/2018 et 08/03/2019. La preuve du mandatement (devis signé ou confirmation de rdv) doit être transmise à l'inspection sans délai. - intégrer au système de gestion environnementale une procédure de surveillance "par défaut" : la surveillance trimestrielle par un organisme agréé est imposée réglementairement (arrêté préfectoraux applicables, AM du 30/06/2006) et doit être programmée de manière systématique. Seul le fonctionnement continu et documenté de l'évapoconcentrateur sur l'intégralité du trimestre pourra justifier, <i>a posteriori</i> , l'annulation de la campagne de mesures par un organisme agréé sur le trimestre correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
Constats : <p>Le site est assujetti aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances perfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des ICPE. Après plusieurs relances de la part de l'administration, l'exploitant a engagé la campagne de recherche commandée le 28/06/2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/02/2026, l'exploitant a précisé que les trois campagnes de prélèvements ont été réalisées au cours des mois de septembre, octobre et novembre 2024 sur les eaux pluviales identifiées comme susceptibles d'être polluées. Les résultats de ces analyses ont été télédéclarés sur l'interface GIDAF conformément aux obligations réglementaires. Selon les déclarations de l'exploitant, aucune présence de PFAS n'a été détectée dans les effluents concernés au cours de cette campagne de recherche.</p> <p>Aucune campagne de recherche PFAS n'a été menée sur les rejets d'eaux industrielles. En effet, l'inspection avait précédemment considéré que l'ICPE était en « rejet zéro ». Cependant les nouvelles visites ont permis de constater que des rejets industriels sont émis lors du dysfonctionnement de l'évapoconcentrateur et l'exploitant n'est pas en mesure de supprimer le point de rejet en lien. Les PFAS sont des substances à rechercher dans les effluents industriels. L'exploitant n'a mené aucune campagne de mesure sur ce type d'effluent lors des périodes de rejet. Il convient de régulariser la situation.</p>
Demande 4 : réaliser les 3 campagnes de recherche des PFAS sur les rejets de l'atelier de traitement de surface dès lors qu'il y a un nouveau rejet. Dans le cas où l'exploitation est maintenue à zéro rejet, la suppression du point de rejet sera nécessaire pour permettre de solder cette proposition de suite administrative.
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : immédiatement lors d'un rejet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46
Thème(s) : Risques chroniques, Porter-à-connaissance évapoconcentrateur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est engagé dans une démarche volontaire de suppression de son point de rejet aqueux via l'installation d'un évapoconcentrateur "Zéro rejet eau". Ce dispositif, installé en novembre 2023, vise à traiter des effluents de process fortement concentrés en raison de l'économie d'eau (5 L/m² contre 8 L/m² maximum prescrit).</p> <p>Toutefois, la mise en œuvre technique de ce projet rencontre des difficultés majeures. Le dispositif n'a été opérationnel que six mois sur les deux dernières années, la phase de réglage n'étant à ce jour pas maîtrisée. L'exploitant signale des phénomènes de cristallisation obstruant le système ainsi qu'un entraînement de tensioactifs dans le distillat, altérant la qualité du traitement. Ces problématiques imposent désormais le maintien de la station de traitement des eaux (STEP) existante comme étape de pré-traitement indispensable avant évaporation, ainsi que la conservation du point de rejet actuel comme exutoire de secours (Bypass mis en place). Des modifications ont été apportées à l'été 2025 (ajout de cuves tampon, pompes doseuses et automatismes) pour lisser la charge polluante envoyée vers l'évaporateur (max 400 L/j). Si l'ambition de l'exploitant de supprimer à terme le point de rejet est notée, la fiabilité de l'installation reste à démontrer.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'explications formalisées dans l'avancée de cette installation et des actions correctives mises en œuvre.</p> <p>Il a transmis des documents relatifs à l'évapoconcentrateur mais n'a pas fourni de porter-à-connaissance explicatif de l'installation de cet ouvrage au sein de son process comme cela lui avait été demandé lors de la précédente inspection. Au regard des difficultés de mise en œuvre du dispositif « zéro rejet », un délai supplémentaire est accordé.</p>
<p>Demande 5 : Transmettre un porter-à-connaissance comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un résumé technique du dispositif au sein du process et une caractérisation des filières d'élimination des concentrats issus de l'évapoconcentration. - une procédure de gestion du mode dégradé précisant les modalités d'utilisation du bypass vers le point de rejet actuel. L'exploitant devra garantir qu'en cas d'indisponibilité de l'évapoconcentrateur, les effluents transitant par la STEP font l'objet d'un traitement approprié et d'une surveillance renforcée (autosurveillance) avant rejet, permettant de respecter les valeurs limites d'émission et les fréquences d'analyses (auto-surveillance et analyses trimestrielles par organisme agréé) imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant les installations.

<p>- un bilan technique et historique des dysfonctionnements récapitulatif de l'ensemble des anomalies de traitement survenues depuis la mise en service du dispositif en novembre 2023. Ce rapport devra mettre en corrélation chaque dysfonctionnement (cristallisation, passage de tensioactifs, arrêts techniques) avec les actions correctives ou les modifications d'installations (cuves, pompes, automatismes) opérées en retour.</p> <p>- un calendrier prévisionnel de mise en service du dispositif "zéro rejet eau" fixant les étapes clés à venir pour l'aboutissement du projet. Ce planning devra notamment préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les phases de tests, • Les phases d'optimisation du pré-traitement via la STEP, • L'échéance à laquelle l'exploitant prévoit une autonomie complète du dispositif permettant la suppression effective du point de rejet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois